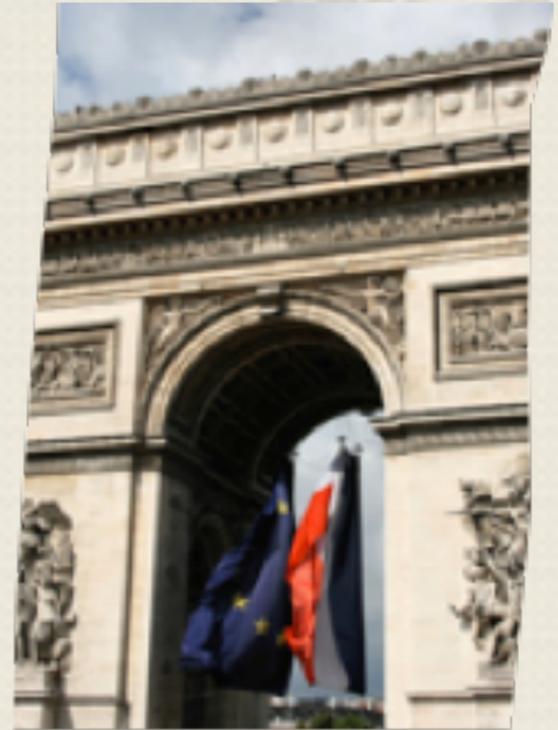


# LA PRESSE EN REVUE...

LUNDI 12 JUIN 2017

## SOMMAIRE

- 1) **Vive la République**
- 2) **On a besoin d'elle**
- 3) **Une marche d'un pas lourd...**
- 4) **Et si ?**
- 5) **Disparition non suspecte...**
- 6) **Un tsunami !**
- 7) **Homo sapiens**
- 8) **Le gaz Xénon**
- 9) **Record de PV**
- 10) **« Carence fautive de l'Etat »**



Diez Gérard La Presse en Revue

I) "On a de la chance en France de pouvoir voter sans être soumis à la pression et aux violences"



L'abstention pourrait atteindre des sommets lors du premier tour des législatives ce dimanche, notamment chez les jeunes, les moins enclins à voter. Pour lutter contre l'abstention des jeunes, plusieurs associations dont SOS Racisme ont lancé une campagne de sensibilisation pendant toute la durée de l'élection. Des témoignages de jeunes vivant dans des pays en guerre ou sous une dictature témoignent de la chance qui est offerte aux jeunes français de pouvoir voter.

C'est la grande inconnue de ce premier tour des législatives: la participation. Seuls 48 à 49% des électeurs comptent se déplacer ce dimanche pour voter, selon les dernières enquêtes réalisées juste avant ce premier tour. Une si faible participation serait un record sous la Ve république. L'abstention avait atteint 42,78% aux législatives en 2012, le précédent record.

Encore une fois, la majorité des jeunes entre 18 et 24 ans pourraient s'abstenir. Selon une enquête Odoxa réalisée le vendredi 9 juin, les jeunes sont les moins mobilisés parmi la population. Lors du premier tour de l'élection présidentielle, 29% des 18-24 ans s'étaient abstenus, soit 8 points de plus que la moyenne nationale.

Pour lutter contre ce phénomène inquiétant, plusieurs associations dont SOS Racisme ont lancé une campagne de sensibilisation. Loin des discours moralisateurs, la campagne "Voter est une chance" veut montrer aux jeunes à quel point la démocratie est précieuse. Une initiative lancée le 6 juin dernier et qui se poursuivra jusqu'à la veille du second tour des législatives, qui aura lieu dimanche prochain.

### "Ma voix n'a pas compté car les élections étaient truquées"

Et pour montrer à quel point voter est une chance, SOS Racisme a recueilli les témoignages de jeunes venant de Corée du Nord, du Soudan ou de Syrie. Tous témoignent, à visage couvert, de l'absence de démocratie dans leur pays. Ils racontent les élections truquées, le parti unique toujours au pouvoir ou les risques encourus pour se rendre dans les bureaux de votes... Nikolai, originaire de Biélorussie témoigne dans une vidéo diffusée sur les réseaux sociaux. "J'avais 6 ans quand le dictateur Alexandre Loukachenko est arrivé au pouvoir. A 18 ans, j'ai pu voter pour la première fois. Je voulais changer les choses dans mon pays. Mais ma voix n'a pas compté car les élections étaient truquées".

Des rencontres entre des ressortissants étrangers et des jeunes français seront organisées dans l'entre-deux-tours. Un moyen de faire avancer le débat explique sur RMC Dominique Sopo, le président de SOS Racisme. "Leurs témoignages montent à quel point on a de la chance en France de pouvoir voter sans être soumis à des pressions, à des violences, à de la répression et de pouvoir décider quel sera le dirigeant à venir".

P. Gril avec Nicolas Ropert

[rmc.bfmtv.com](http://rmc.bfmtv.com)

## II) Le besoin d'une gauche

Par Edwy Plenel

**Nous avons besoin d'une gauche sociale, écologique et solidaire. D'une gauche qui s'oppose avec l'intelligence d'une radicalité pragmatique. D'une gauche qui entrave cette tentation d'un pouvoir sans partage que renforcent nos institutions monarchiques.**

**L**es vainqueurs vivent toujours dans l'illusion de l'instant. Ils ne savent pas combien leur inconscience se paiera au prix fort demain. Il en va ainsi de l'écrasante majorité, absolue et dominatrice, annoncée, à l'issue des législatives des 11 et 18 juin, en faveur des candidats du mouvement En Marche! créé par Emmanuel Macron.

Si elle advient, ce ne sera pas une bonne nouvelle, ni pour la vitalité démocratique du pays, ni pour le quinquennat qui commence.

Une majorité en quelque sorte « bleu horizon », soumise et suiviste, zélée et conformiste, ne fera qu'accompagner une nouvelle accentuation du désenchantement démocratique français, ouvrant de nouveau la voie aux tentations autoritaires et identitaires, celles qui, faisant commerce des haines et des peurs, imposent depuis trente ans leur hégémonie à notre vie politique. La cohérence démocratique est à ce prix : tout comme nous assumons d'avoir appelé à faire barrage au Front national, sans pour autant adhérer au programme du candidat qui était opposé à Marine Le Pen, nous estimons qu'offrir une majorité sans partage, et surtout sans opposition de gauche consistante, à la nouvelle présidence ne ferait qu'aggraver les maux qui sont au ressort de l'ascension de l'extrême droite.

Il n'aura pas fallu un mois de présidence Macron pour que le présidentielisme – cette facilité césariste, ce confort bonapartiste, bref ce déni de démocratie – impose sa loi, à rebours des promesses de renouveau démocratique du candidat élu le 7 mai. Deux jours plus tôt, le 5 mai au soir, confronté aux interpellations sans concession de Mediapart (c'est à revoir ici et à lire là), Emmanuel Macron s'engageait à « inventer les formes démocratiques qui vont permettre au pluralisme et à la vitalité démocratique qui a émergé durant cette campagne de s'exprimer », défendait « un vrai contrôle parlementaire » et plaidait pour « un Parlement renoué », ajoutait que « si l'on veut redonner à la vie politique son sens, sa force, le Parlement doit être l'artisan de cette mise en responsabilité politique de l'exécutif ».

Durant la campagne législative, ces mots ont disparu de la campagne macroniste, remplacés par la seule exigence d'un tribut qu'il faudrait accorder automatiquement au vainqueur, sous peine d'être mauvais perdant alors qu'il ne s'agit que de défendre la séparation des pouvoirs, et par conséquent l'autonomie du pouvoir législatif. Car rien du renouveau démocratique durable et profond dont Emmanuel Macron, au jour de son intronisation, se disait l'obligé, n'arrivera avec une majorité de députés qui ne devra d'exister qu'au seul miracle présidentiel. De fait, il est impossible de connaître le programme législatif sur lequel s'engagent les candidats estampillés « majorité présidentielle » : ils ne se proposent que de soutenir ce que décidera le nouveau président de la République dont le portrait, le plus souvent, prend autant de place que le leur sur les affiches électorales.

À ce chèque en blanc qu'ils incarnent, à l'opposé de tout mandat clair et transparent auprès des électeurs, s'ajoute la nature ô combien décevante du renouvellement promis. La « société civile » qu'entendait promouvoir En Marche! se révèle socialement fort éloignée du plus grand nombre (lire ici), très proche du recyclage en politique de milieux favorisés, de clientèles économiques ou de politiciens professionnels, enfin souvent bien peu conforme aux engagements de moralisation et aux exigences éthiques (lire là et là).

Lors de son ultime entretien avec Mediapart, le futur président de la République avait balayé, sans y répondre sur le fond, notre question sur le « pouvoir personnel », ces « institutions de la Ve République plus fortes que les hommes », comme l'ont illustré à foison les conversions répétées de leurs plus zélés critiques à l'abus de pouvoir permanent qu'elles accordent au chef de l'État. Là encore, il n'a pas fallu un mois pour que cette nouvelle présidence y cède, tournant le dos à la société, entendue comme toutes celles et tous ceux qui y font vivre, au jour le jour, les exigences de solidarité et de fraternité, d'égalité et de liberté.

C'est le cas, malgré les proclamations d'écoute et de patience, pour les entretiens sur la loi sur le travail, jeu de dupes où les principales cartes ne sont pas sur la table, où le pouvoir ne « dit rien » de l'essentiel, comme l'a confié le président lui-même (à écouter ici) tandis que, sans la presse, on ne saurait rien de ses véritables intentions, de son calendrier et de ses objectifs, déjà fixés (lire ici et là). C'est le cas encore de la politique envers les migrants dont le ministre de l'intérieur revendique un durcissement, loin de toute exigence humanitaire et à l'opposé de l'attitude allemande qu'avait saluée dans le passé Emmanuel Macron, au point de laisser les forces de police faire, à Calais, la chasse aux bénévoles qui les nourrissent (lire ici et là). C'est le cas enfin des libertés fondamentales, avec cette proposition sidérante de faire entrer dans le droit commun les principales mesures d'exception de l'état d'urgence (lire ici), en somme d'installer à demeure un État policier hors de tout contrôle du pouvoir judiciaire, au grand dam de l'ensemble des défenseurs des droits humains (lire là).

Par-delà quelques effets de communication, essentiellement sur la scène internationale, le macronisme se révèle ainsi d'emblée conservatisme, le libéralisme économique dont il se réclame, au service des intérêts sociaux dominants, n'étant pas accompagné d'une renaissance de ce libéralisme politique qui fait tant défaut à la culture politique française. Si la suite n'est évidemment pas écrite, le bonapartisme ayant toujours des capacités de rebond, de droite à gauche, et inversement, au service de sa permanence – les règnes de Napoléon Ier, de Napoléon III et de Charles de Gaulle en furent emblématiques –, il est assuré qu'elle marchera à rebours des exigences démocratiques, sociales et écologiques si le pouvoir présidentiel est livré à lui-même, avec pour seule

opposition parlementaire conséquente ce qui restera de la droite réactionnaire dont Nicolas Sarkozy et François Fillon furent les porte-drapeaux.

### La longue durée des combats inachevés de l'émancipation

C'est pourquoi nous avons besoin d'une gauche. D'une opposition de gauche. Démocratique, sociale, écologique, solidaire. D'une opposition ayant l'intelligence des radicalités pragmatiques, celles qui ne se payent pas de mots mais affrontent les problèmes à leur racine, au plus près du réel et de ses expériences. D'une opposition soucieuse de ce qui la rassemble sur l'essentiel, plutôt que rongée par ses différences. D'une gauche ayant assez de lucidité sur ses échecs pour rester humble face au long chemin de reconstruction qui s'impose désormais à toutes ses composantes. D'une gauche qui se sente redevable à sa longue durée, celle des combats toujours inachevés de l'émancipation au nom de l'égalité des droits, plutôt que de se laisser happer par des succès illusoire et des hégémonies fragiles.

Cette gauche a divers visages, et ce devrait être sa force de savoir les conjuguer et les rapprocher. Ce sont ceux de toutes les bonnes volontés qui, face aux renoncements, voire aux reniements du quinquennat Hollande-Valls – le choix de Manuel Valls comme premier ministre ayant signifié la perte de cette présidence élue en 2012 à gauche –, ont su, un jour ou l'autre, dire non. Tous sont bienvenus, pas seulement les opposants de toujours ou de la première heure, revendiqués par la France insoumise malgré son jeune âge – le mouvement a été créé en 2016. Car, qu'ils aient été socialistes, communistes, écologistes, militants associatifs ou syndicaux, etc., ils ont su affronter ce choix le plus difficile : penser contre soi-même et contre les siens, affirmer son indépendance contre les disciplines majoritaires, assumer sa liberté en rompant avec les contraintes partisanes. En ce sens, ils n'ont pas démerité de nos espoirs.

Nous savons bien que le lendemain de ces élections législatives risque d'être l'an zéro de la gauche française. Mais nous refusons de céder à cet air du temps présidentieliste qui voudrait en faire table rase, dans un « dédagisme » destructeur d'une histoire collective dont le passé est toujours plein d'à présent. Car nous serions, par exemple, britanniques, voire nord-américains, nous ne serions pas spectateurs d'un tel désastre. Tout simplement parce que le parlementarisme vivant de Grande-Bretagne ou la culture démocratique des États-Unis nous en préserverait – ce que le résultat des élections anglaises (lire ici et là) ou les rebondissements du feuilleton Trump démontrent amplement (lire ici). Alors qu'en France, l'omniprésence du pouvoir d'un seul corrompt tout le champ politique, jusqu'à ses oppositions, contaminées par la quête d'un homme providentiel plutôt qu'occupées à créer des dynamiques collectives exemplaires.

« Les dieux aveuglent ceux qu'ils veulent perdre » : en 1894, Séverine (1855-1929), formidable journaliste, formée à l'école du communal Jules Vallès, citait cette sentence latine pour évoquer « les faiseurs de Césars ». C'était à propos d'un épisode avorté de notre mal bonapartiste, le boulangisme – du nom du général Boulanger, dont le mouvement faillit s'emparer de la IIIe République –, où elle s'en prenait à ceux qui l'avaient enfanté, avec des mots qui pourraient s'adresser aujourd'hui à ceux qui, durant le quinquennat écoulé, lui ont de nouveau fait la courte échelle en nous léguant Emmanuel Macron. Séverine donc : « Comment ne se rendent-ils pas compte, ces gouvernants, que ce sont leurs propres erreurs, leurs fautes, leur égoïsme, leur j'menfichisme, leur gloutonnerie, et leur mépris des misérables, qui ont fait, bien autrement que les chromos d'Épinal ou les refrains des beuglants, le général Boulanger ! »

Comme une résonance ironique avec notre actualité, ces lignes sont tirées d'un recueil d'articles intitulé Notes d'une frondeuse, qui sera rapidement suivi d'un autre, titré En marche... Mais la marche de Séverine ne la menait aucunement vers le pouvoir personnel, fidèle qu'elle fut jusqu'à son dernier souffle à l'espérance démocratique et sociale, cet appel de l'égalité sans frontières puisque sa dernière apparition publique fut lors d'un meeting de solidarité avec les anarchistes Sacco et Vanzetti, peu avant leur exécution aux États-Unis. Ce détour est une façon de dire que nous ne sommes pas aveugles sur les responsables ni dupes des responsabilités qui ont mené la gauche dans l'impasse qui semble aujourd'hui la sienne. Mais que, tout autant, nous nous refusons à jeter le bébé avec l'eau du bain, à sacrifier durablement des décennies d'histoire commune des gauches parce qu'elles ont été momentanément saccagées par et sous la présidence de François Hollande.

LAPRESSEENREVUE.EU

Dans la diversité des « ismes » qui en furent ou en sont l'expression, la longue histoire de la gauche est tout simplement celle de la question sociale, indissociable de la question de la justice et de l'égalité, et désormais imbriquée aux enjeux de crise de civilisation et de survie de l'humanité portés par l'écologie politique. Or ces questions-là, quels que soient les époques ou les contextes, ne se dissoudront jamais dans un « peuple » ou une « société civile » indistincts, qu'une politique d'en haut rendrait artificiellement homogènes. Elles sont tissées, tout au contraire, de la grande pluralité qui les traversent, d'intérêts, de classes, de minorités, de luttes, de revendications, etc., et c'est à cette richesse qu'une démocratie sociale véritable devrait donner droit de cité, de parole et d'action. Or le propre de l'histoire de la gauche, du mouvement ouvrier au mouvement social, par-delà toutes ses déconvenues, tristesses et chagrins, c'est d'avoir porté toutes ces causes, de leur avoir donné corps et sens au service d'exigences communes.

Peut-être nous reviendra-t-il de sauver la gauche d'elle-même, c'est-à-dire de faire valoir nos droits de citoyens et d'électeurs face aux professionnels qui s'en sont cru propriétaires, au point de la déchirer ou de la diviser. Mais dans l'immédiat, il nous revient par nos votes d'éviter ce rebond de la catastrophe, conjurée le 7 mai face à l'extrême droite, que serait l'avènement d'un pouvoir sans opposition de gauche. Ne serait-ce qu'au nom de la cohorte d'obscurs et de sans grades qui, depuis deux siècles, ont donné vie à ces mots de syndicalisme, socialisme, communisme, anarchisme, trotskysme et il y en a bien d'autres, où s'est approfondie, depuis 1789, l'espérance d'une société plus juste et plus solidaire, plus humaine en somme. Ce passé ne sera jamais mort et, le sauver, c'est sauver notre présent.

mediapart.fr

### III) En marche vers une CSG bien lourde et bien compliquée

Par Simone Wapler.

#### La CSG est un impôt simple qu'Emmanuel Macron s'apprête à compliquer.

Ni gauche, ni droite, En marche fiscale souhaite augmenter la CSG de 1,7 point.

Pour se démarquer d'En marche, François Baroin, désormais représentant des Républicains, critique cette mesure.

Les contribuables atterrés constatent que l'attelage « charrue devant les bœufs » est le système préféré des politiciens français qui – faute d'idées – tentent ainsi de galvaniser un électorat passablement décapé par l'impôt.

Je dis « charrue devant les bœufs » car autant nous aimons discuter de façon tatillonne des impôts, autant nous n'aimons pas discuter de ce qu'ils financent, à savoir les dépenses publiques.

#### Toujours plus d'impôts, avant de discuter de la diminution des dépenses

Dans un pays où 57% de l'activité est sous l'emprise de l'État, il semblerait plus judicieux de discuter de la diminution des dépenses plutôt que de savoir comment organiser les recettes (qui de toute façon sont insuffisantes et c'est pour cela qu'il y a en plus un déficit).

Pour une fois, dans cette chronique, moi aussi, je vais pratiquer l'attelage inversé et ne pas vous parler de capitalisme de copinage, de subventions-taxations-perversions, des gâchis d'argent public, d'investissements... mais d'impôt.

En préambule : je suis incroyante. Je ne souscris pas au miracle de Saint Fisc.

Je vous rappelle le principe du miracle de Saint Fisc mis en évidence par les auteurs de la Théorie de la révolte fiscale, Serge Schweitzer et Loïc Floury :

*L'argent privé corrompt, l'argent public soulage. C'est pourtant rigoureusement le même, mais qui s'est transformé en se bonifiant par le*

L'argent public est propre car il est collecté par des fonctionnaires au-dessus de tout soupçon et réparti pour le « bien public » par des politiciens qui ne veulent que le bonheur de leurs électeurs, c'est-à-dire le peuple.

Si comme moi, vous êtes mécréant, vous pouvez choisir. Soit vous estimez que l'impôt n'est qu'une forme de vol légal et vous vous y opposez. Vous acceptez la prison. Ou bien vous achetez une île déserte ; vous commettez des actes terroristes sur le continent pour réclamer votre indépendance ; une fois cette indépendance obtenue, vous vivez selon vos principes en repoussant fermement un éventuel abordage des croyants de Saint Fisc sur vos côtes.

Soit vous estimez que l'impôt n'est qu'une forme de vol légal, mais que ce vol est – comme la mort – inéluctable car vous souhaitez conserver des rapports dits sociaux avec les autres bipèdes.

### La CSG, ce merveilleux impôt qui rapporte

Dans ce cas, la CSG qui s'appelle « Contribution Sociale Généralisée » est un merveilleux impôt qui mérite bien son adjectif. Cet impôt rapporte 20 Mds€ de plus que l'impôt sur le revenu, lequel n'est payé que par 45% des contribuables et atteint rapidement des taux confiscatoires de 45%.

Les trois merveilleuses qualités de la CSG :

- 1) Universelle, elle s'applique à tous et à tout (salaires, primes, indemnités, pensions, allocations de chômage, revenus fonciers, revenus mobiliers...).
- 2) Simple, pas de seuil, pas de déduction, pas de dérogation, pas de passe-droit.
- 3) Taux unique de 7,5%.

Certes, on peut lui trouver un défaut : prélevé à la source, cet impôt devient indolore. C'est comme si un pickpocket vous faisait les poches, à vous et à tous les occupants d'un wagon. Pas de stress, pas de douleur et le partage d'un mauvais traitement le rend plus supportable. Avec l'impôt sur le revenu, un racketteur vous met un rasoir sous la gorge pour vous demander votre portefeuille tandis que les autres occupants du wagon – à qui on ne demande rien – font mine d'être très absorbés par leur journal.

L'idéal serait une CSG déclarative : chacun constaterait ainsi l'effort de l'impôt et que rien n'est gratuit. Mais arrêtons de rêver.

### En marche vers la complication

Emmanuel Macron souhaiterait à nouveau tout compliquer et pratiquer 9,2% pour les revenus d'activité, 9,9% pour les revenus de placement et 8,3% pour les revenus de retraite.

Parallèlement, il offre quelques gâteries aux salariés sous forme d'allègement de cotisations sociales. Si bien que le résultat serait plutôt positif pour cette catégorie de contribuables. Certes, pas pour ceux qui ont des revenus de leur épargne, mais ce sont des « riches », donc minoritaires et les politiciens de droite comme de gauche recherchent avant tout des voix. Et évidemment, pas pour les retraités... Ça tombe bien, justement, les jeunes votent davantage pour En Marche que les vieux, plus statiques.

De ce fait, la droite se pose en défenseur des retraités plumés. Voilà un sujet de campagne capable de conduire l'électorat vers le bulletin électoral souhaité par le promoteur de chacune des variantes de la taxation.

En attendant, cela permet de ne surtout pas parler du déficit, du rôle de l'État, des économies budgétaires, des retraites, du monopole de l'assurance-maladie, des gabegies d'EDF, d'Areva, de la SNCF, des portiques écotaxes, des irresponsables-non-coupables...

Mais puisqu'il faut parler impôt, Camarade-contribuable, moi je dis : vive la CSG ! Fusionnons-la avec l'impôt sur le revenu, adoptons un taux unique et simplifions. Par pitié, surtout, simplifions.

Certains terminent de remplir leur déclaration de revenu. Vous y avez probablement gâché quelques heures de vos loisirs. En faisant votre sacrifice à Saint Fisc, pensez à mettre aussi un cierge à Sainte Rita, patronne des causes perdues.

## IV) Législatives : que se passe-t-il si aucun candidat n'obtient 12,5% des inscrits?

Par Guillaume Launay



Dans un bureau de vote parisien, le 23 avril. Photo Martin Colombet. Hans Lucas pour Libération

Le grand nombre de candidats dans certaines circonscriptions et la participation fluctuante compliquent parfois le maintien au second tour, mais le code électoral a tout prévu.

Quinze jours après l'élection d'Emmanuel Macron à la présidence de la République, la France est de nouveau officiellement en campagne électorale depuis ce lundi : les candidats dans les 577 circonscriptions avaient jusqu'à vendredi pour déposer leur candidature avant le premier tour des législatives, le 11 juin.

Dans certaines circonscriptions, c'est la ruée, la barre des vingt candidats étant régulièrement franchie (26 dans la 6<sup>e</sup> circonscription de Paris, par exemple). Cet afflux, couplé à une participation pas toujours très élevée à ce scrutin, complique la tâche des candidats, qui doivent rassembler 12,5% des inscrits sur leur nom pour se maintenir au second tour. Que se passe-t-il si aucun n'y arrive ?

### Ce que dit le code électoral

Le scrutin des législatives est uninominal (on élit un député et son suppléant par circonscription) à deux tours. Pour être élu dès le premier tour, il faut recueillir la majorité absolue (la moitié des voix plus une) des suffrages exprimés (hors blancs et nuls) ET un nombre de voix au moins égal au quart des électeurs inscrits. En 2012, 36 députés (dont 22 socialistes) avaient ainsi été élus dès le premier dimanche.

Dans tous les autres cas, il faut donc disputer un second tour. Mais avec qui ? Pour qu'un candidat ait le droit de s'y présenter, il doit avoir obtenu au premier tour un nombre de voix au moins égal à 12,5 % du nombre des électeurs inscrits, précise le code électoral. 12,5% des inscrits sur les listes électorales et non des votants : avec l'abstention et les bulletins blancs et nuls, il faut donc bien plus en pourcentage des voix. Par exemple, en 2012, dans la 6<sup>e</sup> circonscription de Paris (19 candidats à l'époque), Cécile Duflot était arrivée en tête (48,74%) devant l'UMP Jack-Yves Bohbot (18,30%) et Danielle Simonnet du Front de gauche (16,29%). Mais avec 40% d'abstention, les scores tombent à 28,9% des inscrits pour l'écologiste, 10,85% pour le candidat de droite, et 9,65% pour la mélenchoniste.

Le premier tour qui s'est déjà déroulé cette année dans les circonscriptions des Français de l'étranger a d'ailleurs fourni plusieurs cas d'école, la participation ayant été particulièrement faible. Ainsi dans la 3<sup>e</sup> (Europe du Nord), le candidat En Marche a écrasé le premier tour, avec plus de 50% des voix (57,8%). Très loin devant la socialiste sortante Axelle Lemaire (9,83%), Laurence Azzena-Gougeon (Les Républicains 8,82%) et Olivier Tonneau (La France insoumise 7,19). Mais la participation ayant plafonné à 21%, la majorité absolue n'a pas suffi à élire directement le candidat macroniste. Il affrontera donc au second tour Axelle Lemaire, qui est pourtant très loin du pourcentage d'inscrit requis puisqu'elle est à moins de 2%.

Et pourtant, il y eut bien un second tour Duflot-Bohbot. Car le code électoral a prévu le coup : «Dans le cas où un seul candidat remplit ces conditions (12,5% des inscrits), le candidat ayant obtenu après celui-ci le plus grand nombre de suffrages au premier tour peut se maintenir au second.» Et pour le cas, plus improbable, où aucun n'atteint les 12,5%, même règle : «Les deux candidats arrivés en tête peuvent se maintenir au second tour».

**En résumé**, si aucun candidat n'a la majorité absolue, le second tour oppose, à minima, les deux candidats arrivés en tête. Et davantage s'ils sont plus de deux à réunir les conditions : en 2012, trois candidats étaient en mesure de se maintenir dans 46 circonscriptions – on parle alors de triangulaire. Même des quadrangulaires sont théoriquement possibles (quatre candidats à 12,5% des inscrits au premier tour), mais il faut remonter aux législatives de 1973 pour trouver un précédent.

Guillaume Launay



## V) Et le PS a disparu

Par Lénaïg Bredoux

**Avant même le second tour, le PS est assuré de subir la plus grosse défaite de son histoire. Balayé avec 7 % des voix, il va devoir se battre pour conserver un groupe dimanche prochain. De nombreux dirigeants sont déjà battus, dont Jean-Christophe Cambadélis ou Benoît Hamon.**

**I**ls sont laminés. Toute la soirée, dimanche, les noms des battus sont tombés. La liste est impressionnante : Jean-Christophe Cambadélis, Élisabeth Guigou, Aurélie Filippetti, Guillaume Bachelay, Catherine Lemorton, Pascal Cherki, Patrick Mennucci, les anciens ministres François Lamy, Benoît Hamon, Christophe Borgel, sont tous sortis dès le premier tour. Toutes les sensibilités du PS sont concernées, balayées par La République en marche d'Emmanuel Macron et par La France insoumise.

L'objectif du PS se limite désormais à celui de sauver un groupe parlementaire – il faut 15 députés. Dimanche 18, au soir du second tour, il devrait être bien loin de son record de 1993, où il n'avait obtenu que 57 élus. Pour prendre la mesure de l'échec historique des socialistes, il faut rappeler que le parti de la rue de Solferino comptait 280 députés sortants. En 2012, après l'élection de François Hollande, il était majoritaire dans les deux chambres, détenait la grande majorité des régions, la plupart des départements et les grandes villes. En cinq ans, il a tout perdu, après les 6,36 % de Benoît Hamon à la présidentielle. Il fait à peine mieux aux législatives avec 8 % des voix.



Jean-Christophe Cambadélis © Reuters

La sanction du PS a été accentuée, dans certains bastions, par l'abstention massive (plus de 51 % au niveau national), qui a provoqué la quasi-absence de triangulaires. Pour être qualifié au second tour, il fallait obtenir 12,5 % des inscrits – un exploit avec un tel niveau de participation. Or le PS espérait précisément sauver quelques députés, grâce à la concurrence de plus de deux candidats au second tour.

Benoît Hamon est lui-même battu dans sa circonscription des Yvelines, malgré

un score honorable de premier tour. Avec plus de 22 % des voix, il a échoué à 80 près, derrière La République en marche (LREM), en tête, et Les Républicains (LR).



Benoît Hamon@benoithamon

Ce soir les électeurs de la 11e circ du 78 ont choisi de ne pas me renouveler leur confiance. Ce fut un honneur de les représenter pdt 5 ans

Au total, au moins 15 anciens ministres de François Hollande sont éliminés du second tour : Cécile Duflot, Christian Eckert, Ségolène Neuville, Christophe Sirugue, Pascale Boistard, François Lamy, Juliette Méadel, Emmanuelle Cosse, Kader Arif, Aurélie Filippetti, Clotilde Valter, Michèle Delaunay, Martine Pinville, Estelle Grelier rejoignent Benoît Hamon parmi les battus du soir. À l'image de son parti, le premier secrétaire Jean-Christophe Cambadélis, élu député pour la première fois dans sa circonscription parisienne du XIXe arrondissement en 1988, est sèchement éliminé : humiliation suprême, il arrive en quatrième position, derrière LREM et FI, qualifiés au second tour, et derrière le candidat d'EELV.

Dans les départements du Nord et du Pas-de-Calais, autrefois bastions socialistes, pas un PS ne figure au second tour, et tous les sortants sont sortis.



Frédéric Sawicki @FrederiSawicki

Nord-Pas-de-Calais aucun candidat socialiste au 2nd tour. Une situation inédite depuis au moins les législatives de 1885 !#legislatives2017

Même chose dans les Bouches-du-Rhône, où Jean-Luc Mélenchon (34,31 %) surclasse Patrick Mennucci (12,43 %), le Pas-de-Calais, ou en Seine-Saint-Denis, ravie au PCF par le PS. Cette fois, les socialistes sont systématiquement dominés par LREM et par La France insoumise.

C'est par exemple le cas à Aubervilliers/Pantin où la sortante Élisabeth Guigou, pourtant « Macron compatible », est devancée par Alexandre Aïdara (LREM) et le directeur de campagne de La France insoumise aux législatives Bastien Lachaud. Au passage, ce dernier, dont la candidature a été annoncée tardivement et qui ne bénéficiait d'aucun ancrage local, a éliminé le député européen PCF, élu à Aubervilliers, Patrick Le Hyaric.

À Saint-Denis, le directeur de campagne à la présidentielle de Benoît Hamon, Mathieu Hanotin, est lui aussi éliminé, devancé par le communiste, soutenu par FI, Stéphane Peu (28 %), et par la candidate LREM, Véronique Avril (21 %), pourtant visée par une enquête préliminaire pour avoir loué un appartement dans un immeuble insalubre. À noter que l'autre codirecteur de campagne de Hamon, l'aubryste Jean-Marc Germain, élu en 2012, est balayé avec moins de 10 % des voix, très loin derrière Jean-Louis Boulranges (LREM, 40%).

En Seine-Maritime, fief de Laurent Fabius, seuls deux PS sont au second tour dans les 10 circonscriptions du département. L'ancienne ministre Valérie Fourneyron est en ballottage défavorable face à LREM. Il n'y a que Christophe Bouillon, contre lequel LREM n'avait présenté aucun candidat, qui arrive en tête. Même la circonscription de Laurent Fabius n'a pas résisté à la vague Macron : Guillaume Bachelay arrive en 3e position avec 19 % des voix, contre 26 % à LREM et 19,25 % au FN. En Essonne, pas un PS non plus au second tour : seul Manuel Valls est qualifié mais il n'était pas investi par la rue de Solferino. En Haute-Garonne, c'est là encore une débâcle historique : Joël Aviragnet est le seul socialiste rescapé du second tour. Ailleurs, tous les PS sont éliminés, avec plusieurs duels LREM/FI, y compris dans la circonscription du bras droit de Cambadélis, Christophe Borgel.

À Rennes, là encore un bastion socialiste, rare pôle de résistance lors des élections intermédiaires du quinquennat précédent, tous les PS sont éliminés ou en grande difficulté, systématiquement devancés par LREM, et très souvent par les candidats insoumis.

Seule exception, François André est en ballottage très favorable : il n'avait pas de concurrence LREM face à lui, ayant soutenu Emmanuel Macron avant le premier tour de la présidentielle. À Montpellier, le PS est totalement absent du second tour. À Paris, les candidats de la majorité présidentielle font également un carton : le PS se qualifie dans seulement quatre circonscriptions sur 18. Parmi eux, deux n'avaient pas de candidat LREM, Myriam El Khomri et George Pau-Langevin.

Plusieurs présidents sortants de commissions parlementaires, fin connaisseurs de l'Assemblée nationale, sont également sortis dès le premier tour : Catherine Lemorton (affaires sociales), Dominique Raimbourg (lois), Élisabeth Guigou (affaires étrangères), Jean-Paul Chanteguet (développement durable), Patricia Adam (défense).



Jean-Jacques Urvoas@JJUrvoas  
Tempête. Allégorie.

D'autres sont qualifiés en second tour, mais en ballottage défavorable : c'est notamment le cas de Najat Vallaud-Belkacem (16,5 %), face au LREM Bruno Bonnell (37 %), pourtant mis en cause pour ses activités dans les paradis fiscaux, de l'ancien ministre de la justice Jean-Jacques Urvoas, largement distancé par LREM à Quimper, de Barbara Romagnan dans le Doubs, ou de Boris Vallaud dans la circonscription historique d'Henri Emmanuelli. Delphine Batho en revanche, dans les Deux-Sèvres, obtient près de 30 % des voix, juste derrière son concurrent LREM. Le président sortant du groupe PS à l'Assemblée, Olivier Faure, peut également espérer sauver son siège de Seine-et-Marne : il a obtenu 27 % des voix contre 30 % à la candidate LREM.

Ceux qui s'en sortent le mieux sont très souvent ceux qui étaient protégés par Emmanuel Macron, celui-ci n'ayant pas présenté de candidat face à eux : c'est le cas des deux anciens ministres Stéphane Le Foll ou Marisol Touraine, en tête dans leurs circonscriptions de la Sarthe et d'Indre-et-Loire, ou de François Pupponi dans le Val-d'Oise. Quant à Manuel Valls, qui n'avait pas l'étiquette PS ni celle d'En Marche!, mais n'avait pas de concurrent de ces deux formations, il arrive en tête à Évry avec 25,5 % des voix, devant la candidate de La France insoumise Farida Amrani (17,6 %).

Le résultat est tellement catastrophique pour le PS que même sa reconstruction semble aujourd'hui difficile à imaginer, tant les battus sont nombreux. Y compris ceux qui pouvaient espérer jouer un rôle dans un parti rénové, comme Hamon ou Fekl. « Le PS est clairement mort », a plastronné Jean-Marie Le Guen, qui ne se représentait pas. Quant à François Lamy, éliminé dans le Nord, il a accusé Hollande et Valls d'être responsables du désastre.



François Lamy@lamy\_f  
Dans cette soirée de Berezina pour la gauche, un grand merci à Francois Hollande et Manuel Valls...#mercipourcesmoments

Quant au premier secrétaire, Jean-Christophe Cambadélis, il a promis de réfléchir à son départ au soir du 18 juin. Récemment, en privé, il confiait pourtant qu'au vu du nombre de leaders donnés perdants, il pouvait espérer rester à la tête d'un navire qui n'attire plus personne. « Nous nous reformulerons et reviendrons », a-t-il indiqué, en une de ces phrases mystérieuses et lugubres dont il a le secret.



Jean-Chr. Cambadélis@jccambadelis  
Je n'oublierai jamais cette soirée où tant d'amis ont été au tapis. Nous nous reformulerons et reviendrons. #legislatives2017

mediapart.f



S'il faut attendre le second tour et voir les résultats circonscription par circonscription, Emmanuel Macron pourrait bien gagner son pari d'obtenir une majorité absolue à l'Assemblée nationale, gage d'une majorité stable pour faire adopter ses réformes. Selon nos estimations en sièges pour le second tour, ce sera le cas. LREM et le Modem (qui aura son propre groupe au sein de la majorité), auraient entre 415 à 455 députés. C'est énorme et les autres partis ne se partagent que les miettes.

Les candidats Les Républicains/UDI/divers droite limitent la casse, avec 21,2% des voix. Mais François Baroin, chef de file pour les législatives, manque son premier objectif d'imposer par les urnes une cohabitation à Emmanuel Macron. Le sénateur était d'ailleurs revenu à quelques semaines du scrutin sur cette ambition démesurée. Selon notre estimation, LR et son allié UDI auraient entre 70 et 110 sièges.

### Le FN n'aurait pas de groupe à l'Assemblée

Le Front national, avec 13,9%, manquerait le coche pour ces législatives. Un mauvais score pour le FN, après les 36% de Marine Le Pen au second tour de la présidentielle. Des résultats qui pourraient renforcer les tensions apparues après le second tour au FN. Il faudra, là aussi, regarder circonscription par circonscription. Mais selon notre estimation, il n'obtiendrait que de 1 à 5 sièges. Il ne pourrait donc pas constituer de groupe à l'Assemblée nationale.

### Catastrophe pour le PS

Derrière, la France Insoumise de Jean-Luc Mélenchon, avec 10,9%, passerait sur le plan national devant le PS. Un symbole dans la recomposition en cours. Le PCF, qui n'a pas trouvé d'accord, sauf exception, avec la France insoumise, est donné à 3,3%. Soit un total de 14,2% pour l'ex-Front de gauche.

Le PS/PRG et divers gauche, avec 10%, fait un score catastrophique. Un échec pire que les législatives de 1993 où le PS avait fait 17,6%. Les candidats EELV sont à 3,3%. Mais en terme de députés, le PS/PRG/EELV, avec 20 à 30 sièges, seraient devant l'ensemble France Insoumise/PCF, qui aurait entre 8 et 18 sièges.

Reste que de nombreux députés PS sortants sont balayés ou en difficulté. Symbole de cette débâcle, le premier secrétaire, Jean-Christophe Cambadélis, est battu à Paris dès le premier tour. L'ex-candidat à la présidentielle, Benoît Hamon, est aussi éliminé dans son fief de Trappes.

Debout la France de Nicolas Dupont-Aignan, est à 1,2%, l'extrême gauche à 0,8% et les autres partis à 3,4%.

## VI) Législatives : raz de marée pour La République En Marche, l'abstention en tête

Selon notre estimation Ipsos/Sopra Steria, les candidats LREM/Modem arrivent largement en tête du premier tour des législatives, avec 32 % des voix, soit une majorité absolue avec 415 à 455 sièges. LR limite la casse, le PS est laminé et le FN ne devrait pas pouvoir faire de groupe.



Par François Vignal

[LAPRESSEENREVUE.EU](http://LAPRESSEENREVUE.EU)

La recomposition, phase 2. Le premier tour des élections législatives est la confirmation de la vaste recomposition politique de la présidentielle. Selon notre estimation Ipsos/Sopra Steria pour France Télévisions, Radio France, LCP/Public Sénat, RFI-France 24 et Le Point, les candidats La République En Marche ! et Modem arrivent largement en tête du vote sur le plan national, avec 32 % des voix. Un raz de marée à relativiser par le niveau historique de l'abstention, autour de 50%.

### Enorme majorité pour Macron

## VII) Pourquoi la découverte de restes d'Homo sapiens est si importante

Matthew Skinner

Si l'on en croit les manuels, tous les humains modernes sont issus d'une population qui vivait en Afrique de l'Est il y a environ 200.000 ans. Cette théorie se fonde sur des éléments on ne peut plus sérieux: des analyses génétiques réalisées sur des humains du monde entier et la découverte d'ossements humains vieux de 195.000 à 165.000 ans, en Éthiopie.



© Quand Homo sapiens prend un sacré coup de vieux Jean-Jacques Hublin, MPI-EVA, Leipzig

Mais tout récemment, une grande équipe scientifique –dont je fais partie– a découvert de nouveaux os fossiles et des outils en pierre qui remettent en cause cette théorie. L'étude qui vient d'être publiée dans la revue Nature repousse en effet les origines de notre espèce de 100.000 ans et suggère que les premiers humains avaient déjà investi la majeure partie du continent africain.



© Fournis par Slate

*Le site de Jebel Irhoud au Maroc, où les fossiles ont été découverts. Shannon McPherron, MPI EVA Leipzig*

Les hommes ont toujours cherché à comprendre leurs origines –qu'elles soient biologiques ou culturelles. Les fouilles archéologiques et les objets qu'elles permettent de découvrir éclairent ainsi des comportements complexes, comme la fabrication d'outils, les pratiques symboliques qui consistent à enterrer les morts ou encore les pratiques artistiques.

Quant à la compréhension de nos origines biologiques, elle repose sur deux sources principales: les os fossiles et les dents. Plus récemment, l'analyse du matériel génétique ancien –comme l'ADN– a permis également d'importantes avancées.

Cette découverte de taille a été faite sur le site marocain de Jebel Irhoud, un site connu depuis les années 1960 pour sa richesse en fossiles humains et en outils en pierre particulièrement sophistiqués. Cependant, l'interprétation des fossiles d'Irhoud a longtemps été brouillée par des incertitudes autour de leur âge géologique. En 2004, les anthropologues de l'évolution Jean-Jacques Hublin et Abdelouahed Ben-Ncer y ont initié un nouveau projet de fouilles. Ils ont alors découvert des outils en pierre et de nouveaux fossiles d'Homo sapiens provenant d'au moins cinq individus –principalement des morceaux de crâne, de mâchoires, de dents et d'ossements.

Reconstitution du plus vieux fossile d'Homo sapiens jamais découvert à partir de l'analyse (imagerie par micro-tomographie) des multiples fossiles découverts à Jebel Irhoud.

## La datation des fossiles



© Fournis par Slate

Afin de dater ces découvertes, les géochronologues de l'équipe ont utilisé une méthode de datation par thermoluminescence sur les outils en pierre trouvés sur le site.

En tenant compte du niveau d'irradiation naturelle du milieu où a séjourné l'outil à dater et de la nature des cristaux en jeu, on peut calculer la date précise de la dernière chauffe de l'échantillon.

Nous pouvons donc mesurer le rayonnement accumulé pour déterminer combien de temps les outils ont été enterrés. Cette analyse a indiqué que les outils avaient environ 315.000 ans, à 34.000 ans près.

Les chercheurs ont également appliqué la résonance de spin électronique, qui est une technique similaire, mais pour analyser les dents. L'une des dents retrouvées sur le site a été ainsi datée de 286.000 ans, avec une marge d'erreur de 32.000 ans. Toutes ces analyses indiquent qu'Homo sapiens –autrement dit, les humains modernes– vivait dans le quart nord-ouest du continent africain beaucoup plus tôt que ce qu'on l'on croyait jusque-là.

Mais comment être sûrs que ces fossiles appartenaient à un membre de notre espèce et non à un ancêtre plus ancien? Pour répondre à cette question, les anatomistes de l'équipe ont utilisé la tomographie haute résolution (CT scan) afin de produire des copies numériques détaillées de ces fossiles précieux et fragiles.

Ils ont ensuite reconstruit virtuellement le visage, la calotte crânienne et la mâchoire inférieure de l'ensemble des spécimens découverts, et grâce à des techniques de mesure sophistiquées, ils ont pu déterminer que ces fossiles possédaient une morphologie moderne. On peut donc les distinguer de toutes les autres espèces humaines dont on sait –grâce à leurs fossiles– qu'elles ont vécu en Afrique à la même époque.

La paléoanthropologie virtuelle permet de corriger les déformations et la fragmentation des fossiles.

Les scans haute résolution ont également été utilisés pour analyser les structures cachées dans les couronnes dentaires, ainsi que la taille et la forme des racines dentaires cachées dans les mâchoires. Ces analyses, qui ont été au centre de ma contribution, ont révélé un certain nombre de caractéristiques dentaires semblables à celles d'autres fossiles humains modernes.

Bien que leurs caractéristiques soient plus primitives que celles des dents des humains d'aujourd'hui, elles sont nettement différentes, par exemple, de celles d'Homo heidelbergensis et d'Homo neanderthalensis. Cette découverte et ces analyses scientifiques confirment l'importance de Jebel Irhoud en tant que site le plus ancien documentant un stade précoce de l'origine de notre espèce.

## Archéologie versus génétique

En tant que paléanthropologue qui se concentre sur l'étude des os et des dents fossiles, on me demande souvent pourquoi nous ne traitons pas simplement ces questions en utilisant des analyses génétiques. Il y a deux raisons principales à cela. Bien que des progrès incroyables aient été réalisés dans la récupération et l'analyse du matériel génétique provenant de fossiles vieux de plusieurs centaines de milliers d'années, il semble que ce type d'analyse ne soit possible que dans des conditions particulières (et malheureusement rares) d'inhumation et de fossilisation, à savoir une température basse et stable.

Cela signifie qu'il y a des fossiles pour lesquels nous ne pourrions jamais obtenir de données génétiques et nous devons donc nous fier à l'analyse de leur morphologie, comme nous le faisons déjà pour d'autres questions très intéressantes liées aux premières périodes de l'histoire de l'évolution humaine.



© Fournis par Slate

*Les fossiles tels qu'ils ont été découverts. Steffen Schatz, MPI EVA Leipzig*

En outre, la compréhension des bases génétiques de notre anatomie ne nous apprend qu'une partie de ce que signifie être humain. Comprendre, par exemple, comment le comportement au cours de nos vies peut modifier la structure externe et interne des os de la main peut aider à révéler comment nous avons utilisé nos mains pour fabriquer des outils. De même, la mesure de la composition chimique et de la structure cellulaire de nos dents peut révéler ce que nous mangeons et aider à comprendre notre développement pendant l'enfance. Ce sont ces facteurs qui nous aident à comprendre vraiment de quelle manière vous et moi sommes à la fois semblables et différents des premiers membres de notre espèce.

Et bien sûr, il ne faut pas oublier que c'est grâce à l'archéologie que nous savons quand nous avons commencé à adopter des pratiques artistiques, à orner nos corps de bijoux, à fabriquer des outils sophistiqués et à accéder à une gamme variée de ressources végétales et animales. D'ailleurs, certains scientifiques avancent que des espèces humaines antérieures à Homo sapiens avaient déjà adopté certains de ces incroyables comportements.

Les futures avancées de la recherche permettront de révéler le caractère unique de notre histoire et de l'évolution de notre lignée. Alors, encourageons une nouvelle génération de jeunes scientifiques à chercher de nouveaux fossiles et à faire des découvertes archéologiques qui nous aideront à composer le puzzle complet de l'évolution humaine!

msn.com

## VIII) Grâce à la mission Rosetta, on en sait désormais plus sur l'origine du gaz xénon sur la Terre

B.C.

SCIENCES Les données récoltées par la sonde Rosetta ont permis à une équipe internationale de scientifiques de comprendre l'origine du xénon, un gaz rare, sur Terre...



Cette photo, diffusée le 19 septembre 2014 par l'Agence spatiale européenne, montre la comète "Tchouri" alors que Rosetta était à 28,6 km de sa surface — ESA/ROSETTA/NAVCAM

Le 30 septembre 2016, Rosetta rejoignait Philae sur la comète Tchouri. Mais si la sonde est désormais muette, cette mission scientifique n'a pas fini de livrer toutes ses découvertes.

Une équipe de chercheurs du CNRS et des universités de Toulouse-3, d'Aix-Marseille, d'Orléans et de Lorraine viennent ainsi de dévoiler les secrets de l'origine du xénon terrestre dans un article paru vendredi dans le magazine Science.



CNRS\_Midi-Pyrenees @CNRSMip

[Alerte presse] @IRAP\_France #Rosetta dévoile les secrets de l'origine du xénon dans @sciencemagazine <http://www.cnrs.fr/midi-pyrenees/a-la-une/article/alerte-presse-rosetta-devoile-les-secrets-de-l-origine-du-xenon> ... cc @INSU\_CNRS

Ce gaz, l'un des plus rares et plus chers, est un marqueur des processus de formation du Système solaire. Mais pendant longtemps, son origine a été un mystère pour les spécialistes.

### Importé par les comètes et astéroïdes

Grâce à la mission, un pan de voile vient de se lever. L'instrument Rosina, présent sur la sonde, a reniflé l'atmosphère de la comète Tchouri avec l'objectif de déterminer sa composition. L'analyse de toutes les données récoltées a ainsi permis de démontrer que « le xénon primitif apporté sur Terre durant les premières phases de formation du Système solaire serait issu d'un mélange de xénon provenant des comètes et des astéroïdes », indiquent les scientifiques.

Ainsi 22 % de ce xénon proviendraient des comètes et le reste des météores, selon l'équipe de chercheurs.

20minutes.fr/toulouse



[LAPRESSEENREVUE.EU](http://LAPRESSEENREVUE.EU)

## IX) Record de PV en 2016: "Les radars sont devenus un impôt"



Samedi, Le Parisien révèle un rapport de la Cour des comptes indiquant que les recettes des PV ont augmenté de 11,5% en 2016, pour atteindre 1,8 milliard d'euros. Pourtant, la mortalité routière a augmenté pour la 3e année consécutive. Pour Pierre Chasseray, délégué général de l'association 40 millions d'automobilistes, ces chiffres posent aussi la question de l'efficacité des radars.

Pierre Chasseray est le délégué-général de l'association 40 millions d'automobilistes.

"On nous a dit pendant des années qu'il y avait une corrélation entre nombre de flashes et amélioration de la sécurité routière. Là, on s'aperçoit qu'il n'y a pas de lien de cause à conséquence. Pour nous c'est du pain bénit: ça fait des années qu'on dit la même chose. Cette fois-ci, peut-être qu'on va commencer à s'intéresser de manière un petit peu plus profonde à ce qu'on dit, puisque la Cour des comptes dit la même chose que nous.

### "Une partie de l'argent est affectée au désendettement de l'Etat, c'est devenue une manne financière"

Les radars sont devenus un impôt. A partir du moment où vous avez une partie de l'argent qui est affectée au désendettement de l'Etat, ça veut bien dire que c'est devenue une manne financière essentielle dans le budget. C'est pour cette raison là qu'ils ne font pas marche arrière. On pourrait dire qu'il suffit d'enlever les permis. Mais il y a 600.000 personnes en France qui roulent sans permis. Ça veut dire que quand on enlève le permis à quelqu'un il roule quand même. Alors à quoi ça sert ?

Nous sommes le seul pays européen à réprimander les petits excès de vitesse involontaires, entre 0 et 10km/h au-dessus de la limite. On met dans le même panier tous les excès. Quelqu'un qui roule à 71 km/h au lieu de 70, je ne suis pas sûr qu'il ait mis en péril la vie de qui que ce soit. Et pourtant en France il est sanctionné. 90 à 95% des excès de vitesse enregistrés en France sont des petits excès de vitesse. Donc ça sert à quoi? A aller prendre l'argent de ces gens-là en les dégoûtant du système des radars.

### "En France, on ne pense que radars"

Il faudrait ne pas prendre d'argent ou ne pas mettre de retrait de point sur les excès de vitesse en-dessous de 10km/h au-dessus de la vitesse autorisée. En fait, il faut s'aligner sur ce qu'il se passe dans les autres pays européens. En Angleterre vous avez une réelle marge de tolérance. En France on dit toujours qu'il y a une marge de tolérance sur les radars. C'est faux: il y a une marge de pondération. C'est-à-dire une marge technique imposée par les fabricants du matériel. C'est une marge d'erreur.

En France, on ne pense que radars. Le seul problème c'est que ce n'est pas la première cause de mortalité sur la route. La première cause c'est la conduite sous emprise, que ce soit l'alcool ou les stupéfiants. Aujourd'hui si on veut sauver des vies il faut convaincre certains de changer de comportement. Et ce n'est pas en sanctionnant qu'on va y arriver. Vous aurez toujours des irréductibles.

L'Angleterre a eu le courage de désactiver plus de la moitié du parc de radars depuis 2009. Ils ont basculé dans le top 3 de la sécurité routière européenne. Nous on est 14e. Sur les radars, il n'y a plus aucune vertu: on ralentit devant et on ré-accélère derrière. Vous ne convaincrez pas quelqu'un que le radar a une vertu de sécurité routière. Ce n'est pas un problème de vitesse, c'est un

problème de comportement. Vous pouvez être un chauffard en roulant 10km/h en dessous de la limite. On ne peut pas assimiler la sécurité routière uniquement à un paramètre de la conduite. Le radar mesure la vitesse à un endroit précis, point barre. Par contre au niveau tirelire, ça marche".

Propos recueillis par Antoine Maes

bfmtv.com

[LAPRESSEENREVUE.EU](http://LAPRESSEENREVUE.EU)

## X) Pollution de l'air : elle porte plainte contre l'Etat

Ecrit par Vrillade67

**Le premier recours de l'histoire juridique française pour « carence fautive de l'Etat » a été déposé ce matin. Une citoyenne reproche aux autorités de ne pas mettre en place les mesures nécessaires pour assurer la qualité de l'air.**



Après 30 ans de problèmes de santé chroniques, une parisienne de 57 ans a déposé une plainte ce matin devant le tribunal administratif de Paris. Elle met en cause la qualité de l'air à Paris. Clotilde Nonnez souffre de problèmes respiratoires qui se transforment en cauchemar à chaque pic de pollution.

La plaignante explique avoir "très rapidement, en arrivant à Paris, développé un asthme important". Lors du pic de pollution de décembre 2016, elle est même victime d'une péricardite – une inflammation de la membrane qui entoure le cœur. "Je n'arrivais pas à respirer au point d'être pliée en deux (...) J'ai vraiment eu l'impression que j'allais mourir", se rappelle-t-elle.

"Nous engageons la responsabilité de l'Etat, car nous considérons que les déboires médicaux subis par les victimes de la pollution sont le résultat de l'inaction des autorités administratives contre la pollution de l'air, qui cause chaque année 48 000 morts prématurées en France", d'après son avocat, François Lafforgue.

Les associations Respire, Ecologie sans frontière (ESF) et Générations futures se sont jointe à cette plainte. Pour rappel, la France fait l'objet d'une mise en demeure de Bruxelles pour dépassement des valeurs limites des particules fines et de dioxyde d'azote, particulièrement en Ile-de-France.

jolpress.com

A Suivre...  
La Presse en Revue



[LAPRESSEENREVUE.EU](http://LAPRESSEENREVUE.EU)

[LAPRESSEENREVUE.EU](http://LAPRESSEENREVUE.EU)

mediapart.fr

[LAPRESSEENREVUE.EU](http://LAPRESSEENREVUE.EU)